

Département de la Côte d'Or
Arrondissement de Beaune

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
SYNDICAT DES EAUX DE THOISY-LE-DESERT**

L'an deux mille dix, le 24 novembre à 10 heures Le Comité Syndical,
légalement convoqué s'est réuni sous la Présidence de Monsieur Henri LUCOTTE, en mairie
de Thoisy-le-Désert

Nbre de membres en exercice : 36	Présents : 28	Votants : 28	Convocation : 03.11.2010
-------------------------------------	---------------	--------------	--------------------------

Etaient présents :

, Patrick SEGUIN, JEANNIN Bernard, Béatrice MATHIEU, Jean-Pascal CLAIR, Jean-louis PAULIK,
DESSEREY Charles, JEANNIN Louis, Aurore DELPECH Bernard LAMADON, Roger ZACHARIE, Jacky
LUCOTTE, Marc-Henri LUCOTTE, Laurent STREIBIG, Yolande MURET, Daniel BATAILLE, Frédérique
QUIGNARD, Philippe SOUVERAIN, Marie-Chantal CLERC, BEAUBIS Camille, Joël THOMAS, Guy
SIVERT, MASSON Serge, RAVIER Michel, REROLLE Maurice, Gilbert COUDEYRAS, Claude CLAIR,
Jacqueline POISOT, Maurice BORNET,

En présence de François DELLA CASA représentant la SAUR

Objet : approbation du règlement du SPANC

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2121-29,
L 2224-7 et suivants,

Vu l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques
applicables aux installations d'assainissement non collectif

Vu l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de
la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif,

Vu la délibération du comité syndical en date du 28.02.2006 créant le service
d'assainissement non collectif,

Le président expose au conseil l'importance du règlement d'un service d'assainissement
non collectif.

Ce document doit préciser les règles de fonctionnement du service, clarifier les relations
entre le service et ses usagers et prévenir les contentieux.

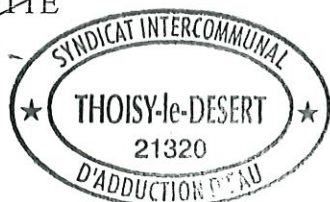
Considérant la nécessité de définir par un règlement du service les relations entre
l'exploitant du service d'assainissement non collectif et ses usagers et de préciser les droits
et obligations respectifs de chacun,

Après en avoir délibéré, le comité syndical

ADOpte le règlement du service d'assainissement non collectif dont le texte est joint en
annexe.

Le Président :

Marc-Henri LUCOTTE



SYNDICAT DES EAUX ET D'ASSAINISSEMENT DE THOISY-LE-DESERT

En mairie

21320 THOISY-LE-DESERT

Tél 03 80 90 61 06 Fax 03 80 90 63 54

Courriel : mairie.thoisy@wanadoo.fr

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF (SPANC)

**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT
NON-COLLECTIF (SPANC)**

REGLEMENT

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF (SPANC)

CHAPITRE PREMIER : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : Objet du règlement

L'objet du présent règlement est de déterminer les relations entre les usagers du service public de l'assainissement non collectif (SPANC) et ce dernier, en fixant ou en rappelant les droits et obligations de chacun en ce qui concerne notamment les conditions d'accès aux ouvrages, leur conception, leur réalisation, leur contrôle, leur fonctionnement, leur entretien, le cas échéant, leur réhabilitation, les conditions de paiement de la redevance du service public d'assainissement non collectif, enfin les dispositions d'application de ce règlement.

Article 2 : Champ d'application

Le présent règlement s'applique sur le territoire du syndicat des Eaux et d'Assainissement de Thoisy-le-désert, auquel la compétence SPANC a été transférée par les communes de Bouhey, Chateaufort, Chatellenot, Chazilly, Civry-en-Montagne, Clomot, Commarin, Créancey, Echannay, Essey, Maconge, Meilly-sur-rouvres, Montoillot, Rouvres-sous-Meilly, Semarey, Thoisy-le-désert, Vandenesse-en-Auxois ».

La communauté de communes du Sombornonnais représente les deux communes de Montoillot et Echanay et se substitue à elles au sein du Syndicat pour la compétence SPANC.

Article 3 : Définitions

Assainissement non collectif : par assainissement non collectif, on désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration et/ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

Eaux usées domestiques : elles comprennent les eaux ménagères (provenant des cuisines, buanderies, salle d'eau...) ainsi que les eaux vannes (provenant des WC et des toilettes).

Usager du SPANC : l'utilisateur du service public d'assainissement non collectif est le bénéficiaire des prestations individualisées de ce service. L'utilisateur de ce service est soit le propriétaire de l'immeuble équipé ou à équiper d'un dispositif d'assainissement non collectif soit celui qui occupe cet immeuble, à quelque titre que ce soit.

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF (SPANC)

Article 4 : Responsabilités et obligations des propriétaires

Tout propriétaire d'un immeuble, existant ou à construire, non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, est tenu de l'équiper d'une installation d'assainissement non collectif destinée à collecter et à traiter les eaux usées domestiques rejetées, **à l'exclusion des eaux pluviales.**

Le propriétaire est responsable de la conception et de l'implantation de cette installation, qu'il s'agisse d'une création ou d'une réhabilitation, ainsi que de la bonne exécution des travaux correspondants.

Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative, par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble, les quantités d'eaux usées domestiques collectées et traitées par une installation existante.

Il ne doit pas modifier l'agencement ou les caractéristiques des ouvrages ou l'aménagement du terrain d'implantation sans avoir informé préalablement le SPANC.

La conception et l'implantation de toute installation doivent être conformes aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, définies par arrêté interministériel du 7 septembre 2009, complété le cas échéant par la réglementation locale (cf. article 8), et destinées à assurer leur compatibilité avec les exigences de la santé publique et de l'environnement. Ces prescriptions concernent les conditions d'implantation, de conception, et de réalisation de ces installations, leur consistance et leurs caractéristiques techniques ; le respect de ces prescriptions donne lieu à un contrôle, obligatoire pour les propriétaires, qui est assuré par le SPANC à l'occasion de la conception des installations et de la réalisation des travaux.

Le propriétaire d'un immeuble tenu d'être équipé d'une installation d'assainissement non collectif qui ne respecte pas les obligations réglementaires applicables à ces installations, est passible, le cas échéant, des mesures administratives et des sanctions pénales mentionnées au chapitre VIII

Il relève de la responsabilité du propriétaire de remettre à ses locataires le présent règlement, et tous les documents permettant de connaître l'installation d'assainissement de leur logement (plan, type l'installation, situation des installations...) contre récépissé.

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF (SPANC)

Article 5 : Responsabilités et obligations des occupants/locataires

• Le maintien en bon état de fonctionnement des ouvrages

L'occupant d'un immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages, afin de préserver la qualité des eaux souterraines et superficielles et la salubrité publique.

A cet effet, seules les eaux usées domestiques définies à l'article 3 sont admises dans les ouvrages d'assainissement non collectif.

Il est interdit d'y déverser tout corps solide ou non, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou au bon fonctionnement de l'installation.

Cette interdiction concerne en particulier :

- les eaux pluviales,
- les ordures ménagères même après broyage,
- les huiles usagées,
- les hydrocarbures,
- les liquides corrosifs, les acides, les médicaments,
- les peintures,
- les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions.

Le bon fonctionnement des ouvrages impose également à l'usager :

- de maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicule, des zones de culture ou de stockage de charges lourdes ;
- d'éloigner tout arbre et plantation des dispositifs d'assainissement
- de maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs (notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement étanche au-dessus des ouvrages) ;
- de conserver en permanence une accessibilité totale aux ouvrages et aux regards ;
- d'assurer régulièrement les opérations d'entretien.

• L'entretien des ouvrages

Les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble de manière à assurer :

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF (SPANC)

- le bon état des installations et des ouvrages, notamment des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage
- le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration
- L'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse toutes eaux.

Les ouvrages et les regards doivent être accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Les vidanges de boues et de matières flottantes des fosses ou autres installations de prétraitement sont effectuées par des personnes agréées par le préfet.

Le non respect des obligations de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des ouvrages expose, le cas échéant, le propriétaire des lieux aux mesures administratives et aux sanctions pénales mentionnées au chapitre VIII.

Article 6 : Droit d'accès des agents du SPANC

Les agents du SPANC ont accès aux propriétés privées pour assurer les contrôles. Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié au propriétaire des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux dans un délai raisonnable (environ 15 jours). L'utilisateur doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du SPANC et être présent ou représenté lors de toute intervention du service. Au cas où il s'opposerait à cet accès pour une opération de contrôle technique, les agents du SPANC relèveront l'impossibilité matérielle dans laquelle ils ont été mis d'effectuer leur contrôle et transmettront le dossier au Maire pour suite à donner.

Article 7 : Information des propriétaires après contrôle des installations

Les observations réalisées au cours d'une visite de contrôle sont consignées sur un rapport dont une copie est adressée à l'occupant des lieux, ainsi que, le cas échéant, au propriétaire de l'immeuble.

De même, l'avis rendu par le service à la suite du contrôle ne donnant pas lieu à une visite sur place est transmis pour information dans les conditions précisées ci-dessus. Cet avis sera transmis pour information à l'autorité compétente de la collectivité.

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF (SPANC)

CHAPITRE II : Contrôle de conception et d'implantation des installations d'ANC

Article 8 : Responsabilités et obligations du propriétaire

Il revient au propriétaire de réaliser ou de faire réaliser par un prestataire de son choix, une étude de définition de filière, afin que la compatibilité du dispositif d'assainissement non collectif choisi avec la nature du sol, les contraintes du terrain et son bon dimensionnement soient assurés.

La conception et l'implantation de toute installation, nouvelle ou réhabilitée, doivent être conformes :

- Aux prescriptions techniques nationales applicables à ces installations définies par l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009.
- Aux schémas de zonage d'assainissement, plans locaux d'urbanismes ou cartes communales, validés par enquête publique.

Article 9 : Contrôle de conception et d'implantation des installations d'ANC

Le SPANC informe le propriétaire ou futur propriétaire de la réglementation applicable à son installation, et procède, le cas échéant, aux contrôles de la conception et de l'implantation de l'installation concernée.

↳ Contrôle de la conception de l'installation projetée :

Le pétitionnaire retire auprès du service instructeur des permis de construire (mairie) ou du SPANC

- Un exemplaire du formulaire « déclaration d'installation d'un dispositif d'assainissement non collectif » à remplir destiné à préciser notamment l'identité du propriétaire et du réalisateur du projet, les caractéristiques de l'immeuble à équiper, du terrain d'implantation et de son environnement, de la filière, des ouvrages et des études déjà réalisées ou à réaliser ; étude de sol)
- La liste des pièces à présenter pour permettre le contrôle de conception de son installation et en particulier :
 - Un plan de situation de la parcelle ;
 - Un plan de masse du projet de l'installation ;
 - Un plan de coupe du dispositif ;
 - Un descriptif de la filière choisie
 - Une étude de sol récente.

SYNDICAT DES EAUX ET D'ASSAINISSEMENT DE THOISY-LE-DESERT

En mairie

21320 THOISY-LE-DESERT

Tél 03 80 90 61 06 Fax 03 80 90 63 54

Courriel : mairie.thoisy@wanadoo.fr

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF (SPANC)

Le Spanc se réserve le droit de demander au pétitionnaire tous les documents complémentaires nécessaires à l'exercice de cette mission.

- Une information sur la réglementation applicable ;
- Une notice technique sur l'assainissement non collectif.

✱ Dans le cas où l'installation concerne un immeuble autre qu'une maison d'habitation individuelle, (ensemble immobilier ou installation diverse rejetant des eaux usées domestiques) le pétitionnaire doit réaliser une étude particulière destinée à justifier la conception, l'implantation, les dimensions, les caractéristiques, les conditions de réalisation et d'entretien des dispositifs techniques retenus ainsi que le choix du mode et du lieux de rejet.

Le dossier (formulaire « dossier assainissement non collectif ») est retourné au service par le pétitionnaire dans des délais raisonnables (15 jours environ). S'il l'estime nécessaire, le SPANC effectue une visite sur place dans les conditions prévues à l'article 6.

Le SPANC formule son avis qui pourra être favorable ou défavorable. Dans ce dernier cas l'avis est expressément motivé. Le SPANC adresse un courrier de notification d'avis au pétitionnaire ainsi qu'au service instructeur du permis de construire, à la Mairie et si nécessaire à la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS).

CHAPITRE III : Contrôle de bonne exécution des installations d'ANC

Article 10 : Responsabilités et obligations du propriétaire

Le propriétaire immobilier tenu d'équiper son immeuble d'une installation d'assainissement non collectif ou qui modifie ou réhabilite une installation existante est responsable de la réalisation des travaux correspondants. Ceux-ci ne peuvent être exécutés qu'après avoir reçu un avis favorable du SPANC, à la suite du contrôle de leur conception et de leur implantation visé à l'article 9 ou en cas d'avis favorable avec réserve, après modification du projet pour tenir compte de celles-ci.

Le propriétaire doit informer le SPANC de l'état d'avancement des travaux afin que celui-ci puisse contrôler leur bonne exécution avant remblaiement, par visite sur place effectuée dans les conditions prévues par l'article 6. **Le propriétaire ne peut faire remblayer tant que le contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation expresse et écrite du service.**

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF (SPANC)

Article 11 : Contrôle de bonne exécution des installations d'ANC

Ce contrôle a pour objet de vérifier que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est conforme au projet du pétitionnaire validé par le SPANC. Il porte notamment sur le type de dispositif installé, son implantation, ses dimensions, la mise en œuvre des différents éléments de collecte, de prétraitement, de traitement et, le cas échéant, d'évacuation des eaux traitées et la bonne exécution des travaux.

Le SPANC effectue ce contrôle par une visite sur place dans les conditions prévues à l'article 6.

A l'issue de ce contrôle, le SPANC formule son avis qui pourra être favorable ou défavorable. Dans ce dernier cas l'avis est expressément motivé. L'avis du service est adressé au propriétaire des ouvrages dans les conditions prévues à l'article 7. Si cet avis est défavorable, le SPANC invite le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires pour rendre les ouvrages conformes à la réglementation applicable **dans un délai de quatre mois suivant le contrôle.**

CHAPITRE IV : DIAGNOSTIC DES INSTALLATIONS EQUIPANT DES IMMEUBLES EXISTANTS

Article 12 : Responsabilités et obligations du propriétaire et de l'occupant de l'immeuble

Tout immeuble existant rejetant des eaux usées domestiques, et non raccordée au réseau public, doit avoir été équipé par son propriétaire d'une installation d'assainissement non collectif, maintenue en bon état de fonctionnement par l'occupant de l'immeuble

Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC tout document nécessaire ou utile à l'exercice du contrôle de diagnostic (liste des pièces visées à l'article 9)

ARTICLE 13 : Diagnostic des installations d'un immeuble existant

Le SPANC effectue ce contrôle par une visite sur place, conformément :

- Soit à l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique **inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5**
- Soit à l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des installations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique **supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 (soit environ 20EH)** (ex : hôtels, camping..)

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF (SPANC)

Lors de cette visite, le SPANC vérifie :

- l'existence d'une installation d'assainissement non collectif
- l'implantation, les caractéristiques et l'état de cette installation
- le bon fonctionnement de celle-ci apprécié dans les conditions prévues à l'article 15

A la suite de ce diagnostic, le SPANC émet un avis qui pourra être conforme, non conforme acceptable, non conforme travaux indispensables. Dans les trois derniers cas, l'avis est expressément motivé. Il est adressé par le service au propriétaire de l'immeuble et le cas échéant, à l'occupant des lieux, dans les conditions prévues à l'article 7.

Dans le cas d'un avis « non conforme travaux indispensables », le SPANC établit une liste des travaux à effectuer et le propriétaire devra les réaliser dans un délai de quatre ans.

CHAPITRE V : CONTROLE DE BON FONCTIONNEMENT DES OUVRAGES

Article 14 : Responsabilité et obligations de l'occupant de l'immeuble.

L'occupant de l'immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages dans les conditions prévues à l'article 5.

Article 15 : Contrôle de bon fonctionnement des ouvrages

Le contrôle périodique de bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées ou existantes. Ce contrôle est exercé sur place par les agents du SPANC dans les conditions prévues par l'article 6. Il a pour objet de vérifier le fonctionnement des ouvrages vis-à-vis de la salubrité publique, de la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines et des inconvénients de voisinages (odeurs notamment).

Il porte au minimum sur les points suivants :

- Vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et leur accessibilité,
- Vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
- Vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse.
- Vérification des bons de vidange (et destination des boues)

SYNDICAT DES EAUX ET D'ASSAINISSEMENT DE THOISY-LE-DESERT

En mairie

21320 THOISY-LE-DESERT

Tél 03 80 90 61 06 Fax 03 80 90 63 54

Courriel : mairie.thoisy@wanadoo.fr

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF (SPANC)

En outre :

- S'il y a rejet en milieu hydraulique superficiel un contrôle de la qualité du rejet peut-être réalisé ;
- En cas de nuisances de voisinage des contrôles occasionnels peuvent être effectués.

La fréquence des contrôles de bon fonctionnement des installations est déterminée par le SPANC en tenant compte notamment de l'ancienneté et de la nature des installations et des préconisations prévues à l'article 8.2 de l'annexe 1 de la circulaire n°97-49 du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif.

8 ans?
Les premiers contrôles auront lieu au plus tard le 31 décembre 2012 et selon une périodicité qui ne peut excéder dix ans (loi GRENELLE II). A l'issue du contrôle, le SPANC formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec réserves ou défavorable. Dans ces deux derniers cas, l'avis est expressément motivé. Le SPANC adresse son avis au propriétaire des ouvrages, dans les conditions prévues à l'article 7. Si cet avis comporte des réserves ou s'il est défavorable, le SPANC invite, en fonction des causes de dysfonctionnement :

- Soit le propriétaire des ouvrages à réaliser les travaux ou aménagements nécessaires pour supprimer ces causes, en particulier si celles-ci entraînent une atteinte à l'environnement (pollution), à la salubrité publique ou toutes autres nuisances ;
- Soit le propriétaire des lieux à réaliser les entretiens ou réaménagements qui relèvent de sa responsabilité.

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF (SPANC)

CHAPITRE VI : Contrôle de l'entretien des ouvrages

Article 16 : Responsabilités et obligations du propriétaire de l'immeuble

Les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble (article 15 – arrêté du 7 septembre 2009). Il peut réaliser lui-même les opérations d'entretien des ouvrages ou choisir librement l'entreprise ou l'organisme qui les effectuera. Quel que soit l'auteur des opérations, il est responsable de l'élimination des matières de vidange, qui doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires, notamment celles prévues par les plans départementaux visant la collecte et le traitement des matières de vidange et celles du règlement sanitaire départemental qui réglemente ou interdit le déchargement de ces matières.

L'entreprise qui réalise une vidange de la fosse ou de tout autre dispositif de prétraitement à vidanger, est tenue de remettre au propriétaire le document prévu à l'article 9 de l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009.

CHAPITRE VII : Dispositions financières

Article 17: Redevance d'ANC

Les prestations de contrôle assurées par le Service Public d'Assainissement Non Collectif donnent lieu au paiement par le propriétaire d'une redevance d'assainissement non collectif dans les conditions prévues par ce chapitre. Cette redevance est destinée à financer les charges du service.

Article 18: Montant de la redevance

Le montant de la participation forfaitaire varie selon la nature des opérations de contrôle,
Par délibération du 24 novembre 2010 ce montant a été fixé à :

- 65.00 € ~~HT~~ pour un contrôle de conception et d'implantation pour une installation neuve ou réhabilitée.
- 97.00 € ~~HT~~ pour un contrôle de bonne exécution (en fouille ouverte) des travaux pour une installation neuve ou réhabilitée.
- 90.00 € ~~HT~~ pour le diagnostic de l'existant

Une délibération fixera le montant pour un contrôle de bon fonctionnement et d'entretien d'une installation existante.

Ces montants peuvent être révisés par une nouvelle délibération du comité syndical.

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF (SPANC)

Article 19 : Redevables

La participation forfaitaire portant sur le contrôle de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages est facturée au propriétaire de l'immeuble.

La participation forfaitaire portant sur les contrôles de bon fonctionnement et d'entretien est facturée à l'occupant de l'immeuble, titulaire de l'abonnement à l'eau ou, à défaut, au propriétaire du fonds de commerce (cas où l'immeuble n'est pas destiné à l'habitation), ou, à défaut, au propriétaire de l'immeuble.

Article 20: Recouvrement de la redevance

Le recouvrement de la redevance d'assainissement non collectif est assuré par le SPANC via les services du Trésor Public de Pouilly-en-auxois

Sont précisés sur la facture :

- le montant de la participation forfaitaire ;
- la date du contrôle de bonne exécution des travaux ;
- toute modification du montant de la participation forfaitaire ainsi que la date de son entrée en vigueur,
- la date limite de paiement de la participation forfaitaire ainsi que les conditions de son règlement (notamment possibilité de paiement fractionné ou de prélèvement mensuel) ;
- l'identification du service, ses coordonnées (adresse, téléphone, télécopie) et ses jours et heures d'ouverture.

Les demandes d'avances sont interdites

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF (SPANC)

Article 21: Majoration de la redevance pour retard de paiement

Le défaut de paiement de la redevance dans le mois qui suit la présentation de la facture fait l'objet d'une lettre de relance par courrier. Le défaut de paiement de la redevance dans les 2 mois qui suivent la présentation de la lettre de relance fait l'objet d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si cette redevance n'est pas payée dans les 15 jours suivant cette mise en demeure, elle est majorée de 25 % en application de l'article R.2333-130 du Code général des collectivités territoriales.

CHAPITRE VIII : Dispositions d'application

↳ **Pénalités financières**

Article 22: Pénalités financières pour absence ou mauvais état de fonctionnement d'une installation d'ANC.

L'absence d'installation d'assainissement non collectif réglementaire sur un immeuble qui doit en être équipé ou son mauvais état de fonctionnement, expose le propriétaire de l'immeuble au paiement de la pénalité financière prévue par l'article L.1331-8 du Code de la santé publique.

↳ **Mesures de polices générales**

Article 23 : Mesures de polices administratives en cas de pollution de l'eau ou d'atteinte à la salubrité publique.

Pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique due, soit à l'absence, soit au mauvais fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif, le maire peut, en application de son pouvoir de police générale, prendre toute mesure réglementaire ou individuelle, en application de l'article L.2212-2 du Code général des collectivités territoriales, ou de l'article L.2212-4 en cas de danger grave ou imminent, sans préjudice des mesures pouvant être prises par le préfet sur le fondement de l'article L.2215-1 du même code.

↳ **Poursuites et sanctions pénales**

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF (SPANC)

Article 24: Constats d'infractions pénales

Les infractions pénales aux dispositions applicables aux installations d'assainissement non collectif ou celles concernant la pollution de l'eau sont constatées, soit par les agents et officiers de police judiciaire qui ont une compétence générale, dans les conditions prévues par le Code de procédure pénale, soit, selon la nature des infractions, par les agents de l'Etat, des établissements publics de l'Etat ou des collectivités territoriales, habilités et assermentés dans les conditions prévues par le Code de la santé publique, le Code de l'environnement ; le Code de la construction et de l'habitat ou le code de l'urbanisme.

A la suite d'un constat d'infraction aux prescriptions prises en application de la législation, les travaux peuvent être interrompus par voie judiciaire (par le juge d'instruction ou le tribunal compétent) ou administrative (par le maire ou le préfet).

Article 25: Sanctions pénales (code de la construction ou de l'urbanisme et pollution des eaux)

L'absence de réalisation d'une installation d'assainissement non collectif lorsque celle-ci est exigée en application de la législation en vigueur, sa réalisation, sa modification ou sa réhabilitation dans des conditions non conformes aux prescriptions réglementaires prises en application du Code de la construction et de l'habitation ou du Code de l'urbanisme, exposent le propriétaire de l'immeuble aux sanctions pénales et aux mesures applicables complémentaires par ces codes, sans préjudice des sanctions pénales applicables prévues par le Code de l'environnement en cas de pollution des eaux

Article 26: Sanctions pénales (arrêté municipal ou préfectoral).

Toute violation d'un arrêté municipal ou préfectoral fixant des dispositions particulières en matière d'assainissement non collectif pour protéger la santé publique, en particulier en ce qui concerne l'interdiction de certaines filières non adaptées, expose le contrevenant à l'amende prévue par l'article 3 du décret n°73-502 du 21 mai 1973.

Article 27 : Voies de recours des usagers

Les litiges individuels entre les usagers du Service Public d'Assainissement Non Collectif et ce dernier relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibération instituant la redevance ou fixant ses tarifs, délibération approuvant le règlement du service, etc.) relève de la compétence exclusive du juge administratif.

Préalablement à la saisine des tribunaux, l'usager peut adresser un recours gracieux à l'auteur de la décision contestée. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

SYNDICAT DES EAUX ET D'ASSAINISSEMENT DE THOISY-LE-DESERT

En mairie

21320 THOISY-LE-DESERT

Tél 03 80 90 61 06 Fax 03 80 90 63 54

Courriel : mairie.thoisy@wanadoo.fr

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF (SPANC)

Article 28 : Publicité du règlement

Le présent règlement approuvé, il sera affiché au siège du Syndicat des Eaux et d'assainissement de Thoisy-le- Désert et dans chaque mairie pendant 2 mois. Il sera distribué en même temps que le dossier d'assainissement non collectif et lors du diagnostic des installations existantes. Ce règlement sera tenu à disposition du public au SPANC (SYNDICAT DES EAUX ET D'ASSAINISSEMENT DE THOISY-LE DESERT, En mairie, 21320 THOISY-LE-DESERT)

Article 29 : Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées selon la même procédure que celle suivie pour son adoption. Ces modifications, qui donneront lieu à la même publicité que le règlement initial, doivent être portées à la connaissance des usagers du service préalablement à leur mise en application.

Article 30: Date d'entrée en vigueur du règlement.

Le présent règlement entre en vigueur après mise en œuvre des mesures de publication prévues à l'article 29.

Article 31: Clauses d'exécution

Le Président du Syndicat de Thoisy-le-désert, les agents du Service Publique d'Assainissement Non Collectif, le Receveur de la Trésorerie de Pouilly-en-Auxois, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par l'assemblée délibérante du Syndicat des Eaux et d'Assainissement de Thoisy-le-désert dans sa séance du 24 novembre 2010.

« Vu et approuvé »

Le président, Marc-Henri LUCOTTE

